

ÉDUCATION

Tenant de mettre les milieux universitaires devant leurs responsabilités, Valérie Pécresse a prévenu hier que, « pour les examens, le temps est compté ». Le conflit, qui dure depuis trois mois, touche encore une trentaine de facs.

Universités : bras de fer sur les examens de fin d'année

C'est une épine dans le pied du gouvernement. Et cela fait dix semaines qu'il cherche à s'en débarrasser. La réécriture du décret sur le statut des enseignants-chercheurs, le report de la réforme sur la formation des maîtres et l'abandon du gel de 130 postes dans la recherche ayant échoué à ramener le calme dans les milieux universitaires, Valérie Pécresse a agité hier la menace pesant sur les examens de fin d'année. « *Le temps nous est compté (...). Si au retour des vacances de Pâques, les cours continuent à être perturbés, l'année universitaire sera menacée* », a-t-elle martelé dans « Le Parisien », opposant une fin de non-recevoir à la validation automatique du deuxième semestre réclamé par certains grévistes. « *Il en va, a-t-elle expliqué, de la crédibilité de nos universités et de la valeur de nos diplômes.* »

Un dialogue difficile

Ce faisant, la ministre de l'Enseignement supérieur tente de mettre la pression sur les contestataires, en retournant contre eux leurs propres menaces. Ces derniers jours, des enseignants-chercheurs de Rouen et de Paris-I ont en effet refusé de présider les jurys du baccalauréat. « *Le gouvernement joue le pourrissement en dramatisant la question des examens* », dénonce Gérard Aschieri, secrétaire général de la FSU.



Hier, les enseignants-chercheurs ont battu le pavé pour la dixième fois depuis début février.

« *Il y a un vrai besoin de taper du poing sur la table* », corrige le député Benoist Apparu, ancien rapporteur du texte sur l'autonomie des universités, qui accuse le conflit de porter « *un coup fatal à l'université* ».

Cela permettra-t-il de sortir de l'impasse ? Cela reste à voir, tant la défiance est forte et le dialogue difficile. La coordination nationale des universités, qui prône la « *convergence des luttes* » avec tous les services publics et a déjà appelé à manifester les 28 avril et 1^{er} mai, réclame le retrait des réformes contestées. Mais aussi de la loi sur l'autonomie des établissements, ce que Nicolas Sarkozy a catégoriquement exclu mardi. Hier, les ensei-

gnants-chercheurs ont battu le pavé pour la dixième fois depuis début février. Des cortèges moins fournis que les précédentes semaines, mais toujours significatifs : 2.800 personnes à Paris selon la police, 10.000 selon le Snesup-FSU. Au total, une trentaine d'universités sur 83 seraient affectées par le mouvement, dont une dizaine durement. Dans celles-ci, le conflit tend à se radicaliser, comme en témoignent les séquestrations de présidents d'université.

« Message trop alambiqué »

Ancien ministre de l'Enseignement supérieur, le villepinois François Goulard juge désormais « *très dur* »

de sortir de la crise, le gouvernement ayant, selon lui, trop tardé à faire des concessions et ne les ayant pas assez assumées. « *Le message a été trop alambiqué* », épingle-t-il, jugeant que, « *au point où en sont les choses, mieux vaut annoncer que l'Etat ne reconnaîtra pas les diplômes délivrés dans de mauvaises conditions* ».

Une mauvaise idée aux yeux de Benoist Apparu. « *Si on le dit, il faudra le faire. Et si on le fait, cela va pénaliser les étudiants qui veulent reprendre les cours et en sont empêchés* », dit-il. Ce qui reviendrait, précise l'élu de la Marne, à « *la victoire finale des bloqueurs* ».

PIERRE-ALAIN FURBURY